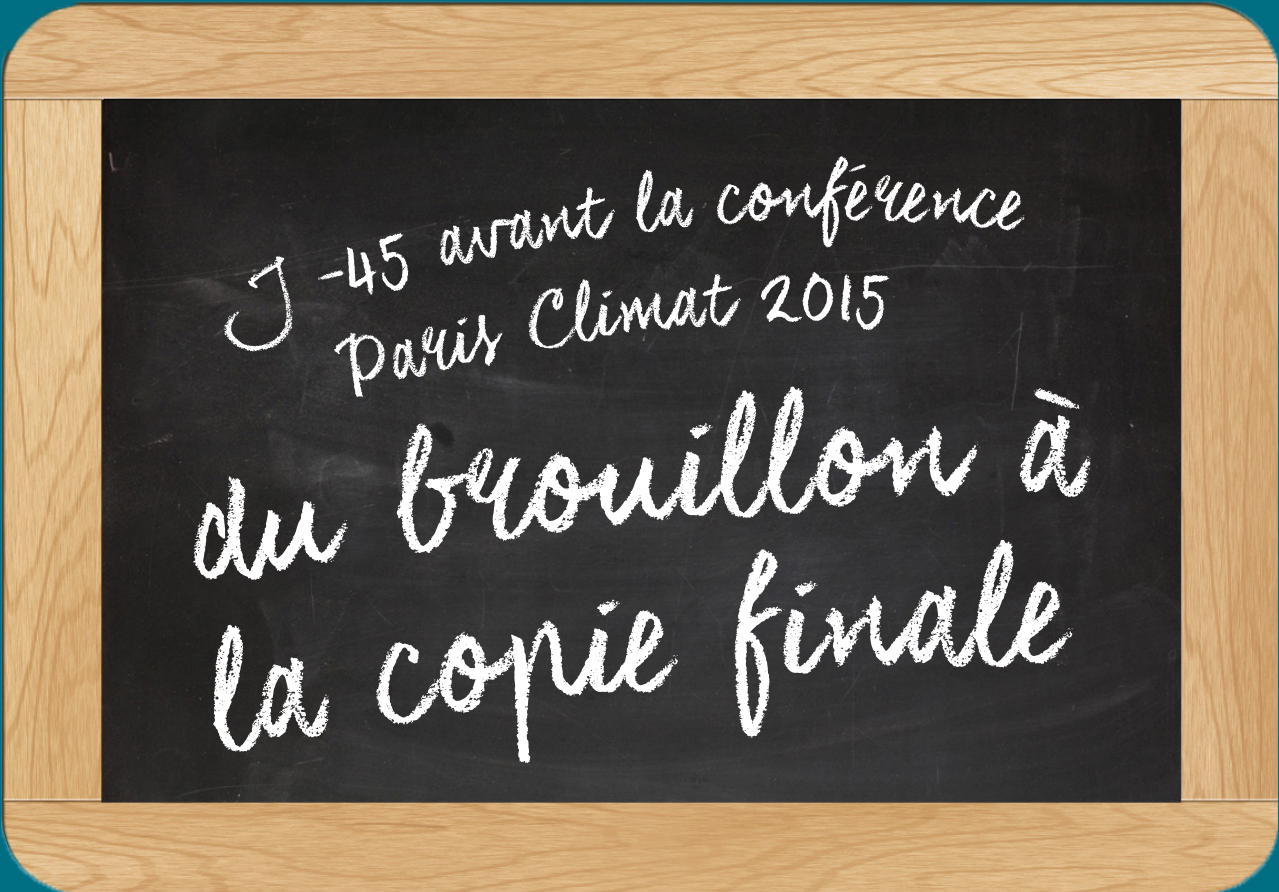




J -45 avant la conférence
Paris Climat 2015
du brouillon à
la copie finale

Nous sommes à sept semaines de l'ouverture de la COP21 qui doit aboutir à un accord universel, contraignant et ambitieux permettant de stabiliser le réchauffement climatique bien en deçà de 2°C. Du 19 au 24 octobre, à Bonn en Allemagne, se déroulera la dernière séquence des négociations de l'ONU pour préparer le sommet de Paris. Depuis début octobre, un nouveau texte de négociation est sur la table. L'objectif de ce texte est de préciser les termes de la coopération internationale sur le climat, à partir de 2020. On ne peut pas s'attendre à un accord miracle, toutefois l'accord de Paris doit remplir plusieurs fonctions : fixer un cap commun et clair pour tous les pays, créer des mécanismes efficaces permettant d'accroître systématiquement les engagements nationaux et de financer la lutte contre les changements climatiques dans les pays pauvres. Si ce « brouillon » permet enfin de rentrer dans le vif des négociations, il nécessite d'être retravaillé pour aller au-delà du plus petit dénominateur commun et s'assurer que la communauté internationale ne ferme pas la porte à l'objectif de 2°C. Les négociations à Bonn doivent permettre de transformer l'essai avant de rendre la copie finale à Paris.

**Pour suivre le décryptage des négociations,
en direct pendant la COP21 : www.macop21.fr**

CONTACT PRESSE :

Simon Coquillaud, Responsable de la communication
au Réseau Action Climat : simon@rac-f.org

**réseau
} action
climat france**

Une classe de mauvais élèves ; **le climat pénalisé**

+/- 3°C

C'est le niveau de réchauffement planétaire auquel nous amèneraient les engagements volontaires de près de 150 Etats publiés avant la COP21, représentant 85% des émissions mondiales (au 12 octobre 2015).

La plupart des Etats n'ont pas fait leurs devoirs correctement. Globalement, leurs engagements sont insuffisants au regard de la crise climatique et des opportunités offertes par la transition vers une énergie 100% renouvelable.

Les cancre, qui dorment au fond de la classe, sont les pays du Golfe, qui n'ont pas rendu leur copie.

Avec eux, tous les Etats qui envisagent un avenir encore axé sur les énergies fossiles, comme le charbon, le pétrole et le gaz : notamment le Canada, l'Australie, la Russie, le Japon ou la Turquie. Ils veulent relancer leurs centrales ou mines de charbon, exploiter les sables bitumineux ou le gaz de l'Arctique.

Au milieu de la classe, un grand groupe de pays qui commencent à envisager une transformation de leur économie mais ne vont pas assez loin, alors qu'ils polluent depuis longtemps et ont un lourd retard à rattraper.

Les Etats-Unis en font partie (-26 à -28% de réduction des émissions d'ici à 2025 par rapport à 2005), de même que l'Union européenne (au moins -40% d'ici à 2030 par rapport à 1990) ou l'Afrique du Sud (qui prévoit d'augmenter ses émissions). Dans ce groupe, certains pays émergents, comme l'Inde et le Brésil, sont un peu plus devant : ils affichent un virage positif, mais encore trop lent au regard de l'urgence climatique, par exemple sur la réduction du charbon ou la lutte contre la déforestation. Quant à la Chine, elle est désormais très proche du premier rang. Elle accélère le développement des énergies renouvelables, met en place un marché carbone national, prévoit de financer la lutte contre les changements climatiques dans les pays du Sud et d'orienter ses investissements en dehors des activités très émettrices de gaz à effet de serre.

Heureusement, il y a quelques bons élèves dans la classe. Ceux assis au premier rang figurent parmi les moins responsables des changements climatiques.

Ce sont des pays du Sud, qui se disent prêts à sauter la case "pollution" pour leur développement, en utilisant leurs ressources propres et une aide internationale. Parmi eux, l'Ethiopie, qui prévoit de réduire ses émissions de 40% par rapport à un scénario de laissez-faire. Ou encore les Îles Marshall, petit archipel du Pacifique menacé par la montée des eaux. Ces pays luttent pour leur survie. Ils savent que le monde n'a pas le choix, qu'il doit prendre le chemin d'une sortie des énergies fossiles et d'un monde reposant à 100% sur les énergies renouvelables à l'horizon 2050.

Dès maintenant, **revoir les copies**

Comment faire pour que la COP21 ne nous mette pas dans le mur des +/- 3°C ? Beaucoup doit se jouer avant 2020. Il y a urgence à rattraper le retard pris dans l'action climatique, estimé par le Programme des Nations unies pour l'Environnement de 8 à 10 milliards de tonnes de CO₂ d'ici 2020 - soit près d'un quart des émissions annuelles mondiales.

La COP21 peut et doit être le point de départ de l'action des pays pour rattraper le retard pris dans l'action et donc éviter les pires impacts du changement climatique. Ce travail se traduirait par des décisions sur l'accélération de la mise en oeuvre, le renforcement des moyens accordés et un processus d'identification avant 2020 de mesures vertueuses dans certains secteurs. Il doit permettre aux pays d'investir davantage ces quatre prochaines années dans les transports propres, les bâtiments économes en énergie, la lutte contre la déforestation, le développement de l'éolien ou du solaire, ou un urbanisme plus durable. Le potentiel est bien là, mais la réponse politique fait pour l'instant défaut.

Le travail qui sera lancé à Paris pour la période 2015-2020 doit être clairement balisé pour réussir à passer des préconisations techniques aux engagements politiques et aux actions concrètes sur le terrain. L'accent doit être mis dès maintenant sur les énergies renouvelables et sur l'efficacité énergétique, qui présentent de nombreux co-bénéfices pour le développement, la lutte contre la précarité énergétique et la création d'emplois.

Ces efforts de court terme permettront d'accroître ensuite les engagements aujourd'hui trop frileux des pays (notamment développés, qui sont les plus responsables des changements climatiques).

D'où la nécessité de prévoir une “version 2.0” des engagements nationaux avant l'entrée en vigueur de l'accord en 2020.

Ce travail devra se poursuivre via l'accord de Paris, qui doit créer les mécanismes et les conditions juridiques pour rectifier le tir de l'ambition, avec la construction d'un mécanisme régulier et équitable de revue à la hausse les efforts des pays. Articulé autour de périodes d'engagement de cinq ans, celui-ci devra à la fois agréger et apprécier individuellement les contributions des pays, estimer le retard pris dans l'action au regard de la science, identifier les leviers et moyens d'action supplémentaires.

A minima, l'accord de Paris doit créer des sessions obligatoires de rattrapage pour les pays autour de périodes de cinq ans, pour qu'une limitation du réchauffement climatique bien en deçà de 2°C reste possible.

2020

c'est la date de l'entrée en vigueur du nouvel accord de Paris et l'année du “pic” nécessaire des émissions mondiales. Malheureusement, les engagements volontaires mis sur la table ne permettraient d'atteindre aucun pic avant 2030 selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE).

Se fixer dès aujourd'hui l'objectif d'avoir la meilleure note en 2050

A large, stylized green graphic of the number '100%' with a slightly distressed, hand-painted texture.

C'est la part de l'énergie mondiale qui devrait être fournie par les énergies renouvelables en 2050.

L'un des principaux enjeux de l'accord de Paris sur le climat, c'est de fixer un cap commun pour la planète à horizon 2050, qui permette d'orienter les décisions politiques et économiques à tous les niveaux : Etat, collectivité territoriale, investisseur, consommateur, etc. Ce cap doit être le moment où l'on arrête de consommer des énergies sales (pétrole, gaz, charbon), et où toute notre énergie proviendra des énergies renouvelables comme l'éolien, le solaire, la biomasse, la géothermie, etc. Scientifiquement, il faudra arriver à zéro émissions liées aux énergies sales en 2050. Et donc à une énergie 100% renouvelable à même échéance.

Et pourtant... Le mot "énergie" demeure tabou dans les négociations climatiques de l'Onu. Il n'apparaît pas dans le nouveau texte de négociation et aucun pays n'ose pointer du doigt les principales responsables : les énergies fossiles.

Actuellement, les énergies fossiles représentent 80% du mix énergétique mondial et sont la principale source de réchauffement climatique. Elles sont également source de pollution atmosphérique et de crises sanitaires partout dans le monde. Enfin, elles ne permettent de répondre ni aux problèmes de précarité énergétique, ni à l'indépendance énergétique. La sortie progressive de tous les pays de ces énergies sales ne figure nulle part dans les options du brouillon d'accord mondial. Notamment, à cause de l'influence toxique des lobbies du pétrole, du gaz et du nucléaire, qui bloquent la transition énergétique mondiale vers une énergie 100% renouvelable.

Les négociateurs à Bonn doivent impérativement replacer dans le texte de négociation et projet d'accord mondial le concept de transition juste vers un monde sans énergies sales et 100% renouvelable à horizon 2050.

Plus de solidarité entre les élèves pour relever le niveau de toute la classe

A large, stylized green graphic of the number '16%' with a slightly distressed, hand-painted texture.

C'est la part des financements français et internationaux allant au financement de l'adaptation en 2014, pourtant prioritaire pour les pays et communautés les plus vulnérables.

Pire, la France n'a alloué que 8,5% de ses financements climat aux pays les moins avancés au cours des sept dernières années (Rapport de la sénatrice Fabienne Keller, 2015). Si les récentes annonces de la France, à l'Assemblée générale des Nations unies, et celles des ministres des Finances réunis à Lima le 9 octobre ont permis de montrer des progrès vers l'objectif de mobiliser 100 milliards de dollars par an d'ici 2020, la réponse financière aux besoins des populations les plus vulnérables continue de faire défaut : **pas assez de financements pour l'adaptation, pas assez de subventions et trop de prêts, pas assez de financements alloués aux pays les moins avancés.**

C'est tout l'enjeu des négociations à Bonn et Paris : il reste six semaines pour rectifier le tir en fixant un sous-objectif ambitieux de financement de dons pour l'adaptation d'ici à 2020 et en y contribuant dès maintenant. Il reste également six semaines pour construire les rouages d'un mécanisme financier dans l'accord de Paris qui, après 2020, garantit aux pays les plus pauvres que non seulement les financements vont continuer à croître, mais aussi que ceux-ci répondront spécifiquement à leurs besoins. Ce mécanisme est essentiel pour soutenir les populations faisant face à des impacts croissants et d'autant plus si les plus grands pollueurs placent la planète sur une trajectoire de réchauffement de 3°C.